

Réseau Billital Marobé

Réseau des Organisations d'Éleveurs et Pasteurs de l'Afrique

Adresse : BP : 10648 Niamey – NIGER
E-mail: billital@intnet.ne

Tél. : + 227 20 74 11 99 Fax : +227 20 74 11 93
Site Web: [http:// www.marooobe.org](http://www.marooobe.org)



« Insécurité et crise pastorale dans le Sahel : les éleveurs pasteurs appellent à l'aide »

Une insécurité grandissante sur fond de crise pastorale aigue

Les pays sahéliens de l'Afrique de l'Ouest sont entrain de passer d'une campagne pastorale critique à une situation de crise alimentaire et nutritionnelle aigue, si des actions concrètes ne sont pas entreprises pour prévenir ce désastre humanitaire qui guette le sous-secteur de l'élevage pastoral.

Depuis le début de l'année 2011, les régions du Nord Mali sont confrontées à une insécurité grandissante perpétrée par des bandes criminelles et se traduisant par des enlèvements de véhicules, des vols à main armée, des tensions intercommunautaires et des rapt de personnes. Cette situation de grande insécurité a sérieusement perturbé les activités économiques, ralenti le fonctionnement des administrations, désorganisé les interventions des organismes de solidarité internationale, livrant les populations à leur triste sort.

Depuis la mi janvier 2012, cette situation d'insécurité s'est transformée en une guerre sanglante, avec des rebelles lourdement armés qui ont attaqué plusieurs localités des régions de Tombouctou, de Gao et de Kidal ; ces attaques ont entraîné une psychose généralisée au sein des populations de cette partie septentrionale du Mali. Ces régions ont subi un démantèlement des structures d'approvisionnement, la fermeture des services sociaux de base, des déplacements de populations à l'intérieur comme à l'extérieur des zones de théâtres d'opération. Dans ce contexte désastreux, de nombreux éleveurs transhumants ont été contraints d'abandonner leurs troupeaux, de peur de faire les frais des échanges de tirs entre les rebelles et des Forces régulières.

Une crise humanitaire et politique dont les éleveurs sont les premières victimes

C'est ainsi que les zones pastorales, déjà fortement éprouvées par la mauvaise saison hivernale 2011, ont été rudement affectées par ces conflits armés. Ces derniers ont entraîné un mouvement massif des éleveurs pasteurs vers le sud du pays et les pays limitrophes comme la Mauritanie, le Niger et le Burkina Faso, qui sont eux-mêmes confrontés à une crise alimentaire. Pareils mouvements risquent d'entraîner une rupture de l'affouragement du bétail, des mortalités importantes d'animaux par manque d'eau et un risque sanitaire accru. Les marchés à bétail ne peuvent guère s'animer dans un tel contexte d'incertitude et de non maîtrise de l'insécurité.

Les zones traditionnelles d'accueil des éleveurs pasteurs de la région de Gao (Mali) et des transhumants du Niger et du Burkina Faso sont aussi concernées par cette dégradation de la situation sécuritaire globale. Du fait de l'insécurité physique, les mouvements pastoraux sont désorganisés affectant les modalités habituelles de transhumance dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest. Non seulement les espaces pastoraux traditionnels non affectés par les conflits armés ont largement dépassé leurs capacités de charge, mais les animaux y souffrent déjà cruellement de manque d'eau, de pâturages, de compléments alimentaires et de soins vétérinaires.

L'heure est grave pour les éleveurs pasteurs qui doivent faire face à une diversité de conflits sur leurs parcours

La mobilité pastorale n'est pas seulement une stratégie d'élevage adaptée à la variabilité spatio-temporelle des ressources au Sahel, mais un mode de vie participant à la sécurité de l'éleveur, de sa famille et de ses animaux.

Face à l'insécurité qui prévaut actuellement, les éleveurs pasteurs sont obligés d'effectuer des déplacements inhabituels en direction de régions dans lesquelles ils n'ont pas développé de relations sociales avec les communautés locales. L'obligation de se déplacer en dehors des itinéraires qui sont empruntés habituellement par les troupeaux transhumants devient alors un facteur aggravant de l'insécurité dans les zones d'accueil. Avec les campagnes agricoles catastrophiques au plan de la sécurité alimentaire en 2011, suite aux perturbations de la saison hivernale au Niger, au Burkina Faso, en Mauritanie et au Mali, les agriculteurs des zones d'accueil de ces pays risquent de se montrer intransigeants avec la nouvelle saison des pluies qui va démarrer en mai ou juin. Cela pourrait les inciter à considérer que la présence des éleveurs pasteurs constitue une menace pour les champs de culture, donc pour la sécurité alimentaire dans les zones de repli.

Des éleveurs maliens fuyant les combats au nord du Mali se sont repliés au Burkina Faso (provinces de l'Oudalan et du Soum et autour des villes de Dori, Gorom et Djibo). Cela fait craindre que soit ravivé le conflit qui avait éclaté entre les éleveurs Peul et les éleveurs Touareg en 2008/2009, compte tenu de la concentration actuelle des transhumants nigériens dans ces mêmes zones. Le regroupement massif des éleveurs Touareg maliens et des transhumants mauritaniens est aussi une réalité dans certaines régions frontalières du Mali comme Hodh el Charghi, Hodh el Gharbi, Assaba et Guidimaka. Le même phénomène est observé au Niger dans la région de Tillabéry.

Dans le Nord Mali qui accueille aussi les animaux de la Mauritanie en transhumance, ces troupeaux arrivés en janvier 2012, juste avant le déclenchement des hostilités par les rebelles, ont dû repartir aussitôt en Mauritanie où la crise fourragère est plus forte que celle induite par la sécheresse des années 70.

Si des mesures appropriées et conséquentes ne sont pas mises en oeuvre, on risque d'assister à des conflits meurtriers entre agriculteurs et éleveurs pasteurs, car les agriculteurs craignent des dégâts sur les cultures et une seconde année consécutive de baisse de production si les troupeaux transhumants prolongent leur séjour dans les zones d'accueil. Ainsi, ces éleveurs transhumants sont pris en étau entre deux conflits : celui qui se déroule actuellement dans leurs zones d'origine où s'affrontent la rébellion touareg et les Forces régulières maliennes, et celui de qui risque d'éclater dans leurs zones de refuge où ils sont rejetés et combattus par les agriculteurs qui craignent la destruction de leurs cultures. De même, les éleveurs touaregs du Mali qui ont rejoint la Mauritanie sont considérés comme des réfugiés ; ce qui les contraint à une sédentarisation non désirée nécessitant d'importantes réserves alimentaires, mais aussi en eau et en produits vétérinaires pour assurer la sauvegarde des éleveurs pasteurs, de leurs familles et de leurs troupeaux.

L'urgence d'une coalition internationale de solidarité en faveur des éleveurs transhumants

Ce tableau sécuritaire montre que l'on est en présence d'un pastoralisme en danger. L'absence d'initiative de la part de la communauté internationale pourrait inciter les éleveurs à se défendre et à défendre leurs troupeaux par des voies regrettables, vu que la circulation des armes de guerre dans la sous-région a atteint une ampleur inégalée depuis la chute du colonel Kadhafi. Lorsqu'on sait que le processus de militarisation du pastoralisme est déjà amorcé dans certaines régions à l'Est du continent africain, il est à craindre que la non assistance au pastoralisme en danger en Afrique de l'Ouest, particulièrement dans les pays sahéliens ne conduise à une situation sécuritaire ingérable, accélérant ainsi la propagation des armes légères et de petit calibre (ALPC).

C'est pour prévenir tout risque de débordement au niveau des éleveurs contraints de défendre leur mode de vie que le Réseau Billital Maroobé a jugé utile de lancer un appel pour alerter l'opinion internationale sur l'urgence d'une coalition internationale de solidarité en faveur des éleveurs transhumants des pays de la zone sahélo-saharienne.

Cet appel vise une meilleure sensibilisation et assistance aux éleveurs, afin de préserver leur profession et de contribuer à la paix globale dans la sous-région. C'est un appel à l'engagement et à la responsabilité des autorités locales, des collectivités et des acteurs de la société civile pour intervenir activement en faveur de l'apaisement des relations sociales entre les communautés et la prévention des conflits dans ces zones où ces grands rassemblements d'éleveurs naufragés sont en train de s'opérer.

Cet appel citoyen que lance le Réseau Billital Maroobé s'adresse aux dirigeants africains, notamment les Chefs d'Etat et de Gouvernement, les Dirigeants des Communautés Economiques, l'Union africaine pour que des mesures exceptionnelles et urgentes soient prises en faveur des éleveurs pastoraux de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

Cet appel s'adresse aussi à la générosité de la communauté internationale, notamment le Système des Nations Unies, la Banque Mondiale, l'Union Européenne, les Coopérations bilatérales, la Coopération décentralisée, les Organisations de solidarité internationale, au secteur privé et à la diaspora africaine.

Pour le refus de la propagation de la violence dans le Sahel, et en général en Afrique de l'Ouest, c'est maintenant qu'il faut réagir pour sauver le pastoralisme africain.

Pour le refus d'une rébellion qui soumettra les éleveurs pasteurs à une contribution aux efforts de guerre, c'est maintenant qu'il faut réagir pour dire non.

Pour prévenir une trop forte pression sur les ressources naturelles dont les conséquences seraient dramatiques, c'est maintenant qu'il faut réagir pour faciliter l'aménagement des zones de pâturages où l'insécurité contraint les éleveurs pasteurs à ne pas investir.

Malgré la peur que peut susciter ce message, nous ne voulons rien d'autre que de vivre de notre métier d'éleveurs dans un environnement sécurisé et de paix.

Vouloir œuvrer pour la paix, le développement durable dans le Sahel n'est pas une utopie, mais un devoir humanitaire, de justice et de solidarité.

Le Réseau Billital Maroobe (RBM) marque sa disponibilité à accompagner toutes les initiatives de recherche de solution à la construction d'actions rapides qui vont permettre d'atténuer les effets de la crise en zones pastorales et de sécuriser l'économie pastorale. En outre, le RBM marque son adhésion totale à toutes les initiatives de dialogue politique et de concertations sous-régionales en vue de trouver une issue politique à l'insécurité dans les zones transfrontalières.

Si la finalité de cette note est de tirer la sonnette d'alarme sur les conséquences des conflits armés sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des pasteurs, elle se donne également la mission de formuler un nombre de demandes spécifiques à des acteurs clés. A cet effet, le RBM lance un appel à l'endroit :

- **de la CEDEAO** : la nécessité d'organiser de toute urgence une rencontre de haut niveau dans la région, en concertation avec les autorités maliennes, nigériennes et burkinabè avec comme toiles de fond les conclusions de la rencontre de Concertation de l'Union Africaine du 18 février 2012 à Cotonou.

La rencontre d'Accra, autour de la thématique de la transhumance du 26 mars 2012 pourrait être un espace de réflexions sur la tenue d'une telle rencontre.

- **des agences onusiennes, des Etats et des organismes d'urgence** : la nécessité de réactualiser les plans d'urgence intégrant les aléas additionnels liés à la nouvelle donne dans les zones de concentration et d'accueil des réfugiés et de prendre les précautions permettant d'acheminer les vivres en aval et en amont des zones de conflits ;